

LHL
N° 58/CA du Répertoire

N° 95-02/CA du Greffe

ADD du 08 juillet 2004

Affaire : OKORO Yessoufou Saka
C/
MTPT - MFPTRA

REPUBLICQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance à Cotonou du 03 janvier 1995, enregistrée au greffe de la cour sous le numéro 03/GCS par laquelle monsieur AKORO Yessoufou Saka BP 06 – 2423 Cotonou, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre le refus de régulariser sa situation administrative en le faisant réintégrer à la Fonction Publique après la dissolution du Centre National des bureaux de fret où il était en service ;

Vu la correspondance n° 43/GCS du 16 janvier 1995 par laquelle la Cour a invité le requérant à préciser l'objet de sa requête tout en l'informant que la Cour ne peut qu'annuler une décision administrative lui faisant grief ou ne peut lui octroyer que des dommages et intérêts ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Ensemble toutes les autres pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Samson DOSSOUMON**, en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par requête en date à Cotonou du 03 janvier 1995, enregistrée au greffe de la cour le 09 janvier 1995 sous le numéro 03/GCS Monsieur AKORO Yessoufou Saka BP 06 – 2423 Cotonou, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre le refus de régulariser sa situation administrative en le faisant réintégrer à la Fonction Publique après la dissolution du Centre National des bureaux de fret où il était en service ;



Notifié / 1, 2359 GCS, 2360, 2358 du 15/6/2006 et du PGCS/L 2880 du 17/7/2006

Nu 10/4/00
cx

Considérant que par lettre n° 43/GCS du 16 janvier 1995, la Cour a invité le requérant à préciser l'objet de sa requête tout en l'informant que la Cour ne peut qu'annuler une décision administrative lui faisant grief ou ne peut lui octroyer que des dommages et intérêts ;

Considérant que le requérant n'a pas répondu à la correspondance de ladite Cour ;

Considérant que l'article 69 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 dispose : « lorsque les délais impartis par le rapporteur prévus à l'article 51 se trouvent expirés, le greffier en chef adresse à la partie qui n'a pas observé le délai, une mise en demeure comportant un nouveau et dernier délai » ;

Considérant que le requérant n'ayant pas répondu à la Cour sur ses prétentions réelles, n'ayant pas respecté les dispositions de l'article 69 de l'ordonnance précitée, peut être réputé s'être désisté ;

Qu'en conséquence, le demandeur est réputé s'être désisté ;

En conclusion, Monsieur AKORO Yessoufou Saka est réputé s'être désisté ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE :

Article 1^{er} : Monsieur Yessoufou Saka AKORO est réputé s'être désisté.

Article 2 : Les frais sont à la charge du requérant

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Samson DOSSOUMON, conseiller à la chambre administrative

PRESIDENT ;

Emile TAKIN
ET

}
{

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi huit juillet deux mille quatre, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Hector R. OUENDO

MINISTERE PUBLIC ;

Et de **Donatien VIGNINOU,**

GREFFIER ;

Et ont signé,

Le Président Rapporteur

Le Greffier,


S. DOSSOUMON.-


D. VIGNINOU.-



DE = 2000 F

Enregistré à Cotonou le 24/06/05

Fo 53 Casc. 2877-4

Reçu Deux mille francs

L'inspecteur de l'Enregistrement



Antoinette L. AGO



